

L'UE vue de Moscou : méprisée et redoutée

De partenaire à adversaire

Les rapports avec l'UE ont toujours été complexes pour Moscou, qui préfère les rapports bilatéraux entre États. Mais la guerre d'Ukraine a converti l'Europe et ses institutions en adversaire désigné : l'UE, désormais séparée de l'Amérique trumpienne, se trouve à la fois méprisée et redoutée, symbole de l'anti-Russie.

De puis le 24 février 2022, la perception russe de l'Union européenne (UE) connaît une dégradation continue et profonde. Longtemps vue comme partenaire commercial incontournable, mais stratégiquement subordonné (« vassalisé » dans le langage russe) à Washington, l'UE est désormais élevée au rang de menace existentielle par le discours officiel. La Conception de politique étrangère adoptée le 31 mars 2023 dénonce la politique agressive de la plupart des États européens visant à « menacer la sécurité et la souveraineté de la Fédération de Russie » et à « saper sa stabilité intérieure et à éroder les valeurs spirituelles et morales traditionnelles russes ». Tous les États de l'UE figurent sur la liste des « pays inamicaux », d'où des restrictions diplomatiques, économiques et politiques dans les relations bilatérales.

Cette radicalisation est illustrée de manière provocante par Konstantin Malofeïev (oligarque orthodoxe impliqué dès 2014 dans le conflit du Donbass) et Alexandre Douguine au Forum de Saint-Petersbourg de juin 2026 : le « scénario positif pour 2036 » de leur rapport commun intègre, entre autres, la désintégration de l'UE... Connaître cette évolution de l'état d'esprit à Moscou est indispensable pour anticiper sans naïveté ses réactions aux initiatives européennes et apprécier les conditions, qui paraissent pour l'heure improbables, d'un retour à la normalisation.

Le « vassal de l'Amérique » s'autonomise et cela ne plaît pas au Kremlin

La dégradation des relations entre la Russie et l'UE ne date pas de la guerre d'Ukraine, pourtant devenue un vrai point de rupture, bien au-delà de la guerre en Géorgie ou de l'annexion de la Crimée. De la chute de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) jusqu'au milieu des années 2010, les cercles des dirigeants russes affichaient l'ambition d'une « Grande Europe », de Lisbonne à Vladivostok, tout en aspirant à dominer la sécurité du continent.

Les multiples mécanismes de coopération institutionnelle (sommets bilatéraux semestriels, « quatre espaces communs », « partenariat pour la modernisation »...) et l'interdépendance énergétique (le projet *Nord Stream 2* est lancé après l'annexion de la Crimée) n'ont jamais pu solidement ancrer confiance et stabilité.

En réalité, Moscou n'a jamais été vraiment à l'aise avec Bruxelles : son fonctionnement supranational est jugé trop complexe et bureaucratique, ses valeurs incompatibles avec sa propre histoire, et sa politique à l'égard de la Russie trop influencée par des États d'Europe de l'Est « à mémoire historique traumatisée ». Moscou a toujours préféré traiter directement bilatéralement avec les pays d'Europe occidentale, et avant tout Berlin et Paris. L'accueil humiliant réservé à Josep Borrell à Moscou en février 2021, avec l'expulsion simultanée de trois diplomates européens, a ouvertement illustré le mépris russe à l'égard d'une UE dont la soumission stratégique aux États-Unis est tenue pour acquise.

Dans ce contexte, la réaction européenne forte et solidaire – en dépit de voix dissidentes – à la guerre en Ukraine (gel des avoirs russes en Europe, soutien financier et livraisons d'armes à Kiev, vingt-et-un paquets de sanctions...) a constitué un choc pour le Kremlin, qui y a vu la justification *a posteriori* de son agression, inscrite d'emblée dans une confrontation globale avec l'« Occident collectif », dont l'Ukraine ne constituerait qu'un pion. Dans l'interprétation de Vladimir Poutine, les gouvernements des pays européens sont guidés par des ambitions court-termistes et une russophobie qui vont à l'encontre de leurs propres intérêts nationaux. L'élection de Donald Trump avait redonné quelque espoir à Moscou, y compris sur sa capacité à raisonner l'UE : Vladimir Poutine prédisait en janvier 2025, dans une formule cinglante : l'Europe « se rangera rapidement au pied du maître en remuant gentiment la queue » – comme un caniche...

Le mépris stratégique cède place à l'incompréhension et à la colère quand l'Europe ne suit pas Washington dans son désengagement à l'égard de l'Ukraine : au contraire, les sanctions européennes ont été étendues et l'aide militaire et financière européenne s'est largement substituée à celle des Américains. Cette solidarité confirmée à l'égard de Kiev a démenti la thèse russe d'une UE simplement instrumentalisée par Washington, et a précipité sa requalification en adversaire autonome et déterminé à obtenir la défaite stratégique de la Russie. La hausse décidée des budgets de défense, le plan *ReArm Europe* et l'évolution de la doctrine nucléaire française sont perçus à Moscou non pas comme parties d'un effort défensif dicté par sa guerre d'agression en Ukraine, mais comme une attitude belliqueuse, et la preuve que l'Europe se prépare à une offensive contre la Russie. « Nous n'avons pas l'intention de faire la guerre à l'Europe, mais si l'Europe le souhaite et commence, nous sommes prêts dès maintenant », prévient le président russe en décembre 2025.

Ces critiques sont sans cesse mises en exergue, amplifiées par les chaînes de télévision publiques, principale source d'information pour les Russes, avec un impact net sur l'opinion publique : selon le Centre Levada, en mai 2026, 18 % des Russes ont une vision positive de l'UE contre 64 % qui en ont une vision négative, alors

que le capital de sympathie atteignait 70-80 % dans les années 2000¹. Le niveau de rejet dépasse désormais celui des États-Unis, qui comptent 26 % de perceptions positives contre 56 % de négatives. « Il n'y a aucune contradiction objective entre la Russie et les États-Unis » (Timofei Bordachev) et « l'administration américaine n'a jamais été le bénéficiaire principal de ce qui se passait en Ukraine » (Ilya Fabrichnikov), affirment les pontes pro-Kremlin en 2025. L'accent mis dans les débats publics et médiatiques sur les sujets sociétaux (migrations, droits des minorités sexuelles...) permet de souligner l'abîme qui se creuse entre des valeurs d'une Russie traditionnelle et celles d'une Europe « moralement décadente ». Les restrictions imposées aux ressortissants russes par l'UE – en matière de visas ou d'exclusion des manifestations sportives et culturelles – sont également perçues comme des manifestations de russophobie, et leur impact sur les esprits est probablement plus fort que celui des sanctions économiques.

Fin du voyage européen

Une production intellectuelle déjà foisonnante des cercles d'expertise proches du pouvoir sur le caractère intrinsèquement menaçant et russophobe de l'UE atteint son apogée en 2025. Ilya Fabrichnikov accuse Bruxelles d'avoir délibérément provoqué la guerre en Ukraine pour contrôler le nœud stratégique de la mer Noire. Timofei Bordachev remonte à la Grèce antique pour présenter l'Europe comme la « source du mal permanent » pour toute l'humanité, le soutien militaire à l'Ukraine n'en constituant que l'ultime manifestation. Le très médiatisé Sergueï Karaganov acte la fin du « voyage tricentenaire européen » de la Russie au profit du tournant vers l'Asie, et appelle à « écraser la volonté des élites européennes » y compris par un recours à des frappes nucléaires. Il est rejoint par Dmitri Trenin, qui considère que l'Europe n'est plus « ni le modèle, ni le mentor, ni le marché principal », et que seule sa défaite peut faire revenir la paix. L'attitude belliqueuse de l'UE est dès lors expliquée par la rétraction de son poids démographique, économique et technologique, par la perte de sa domination sur les affaires internationales, ainsi que par l'impasse dans laquelle des élites à piètre qualité intellectuelle et morale auraient entraîné le projet européen. L'influent rédacteur en chef de la revue *La Russie dans la politique globale*, Fiodor Loukianov, affirme ainsi que « l'UE tire désormais son unité de la peur de la Russie », ancrée dans un tropisme antirusse structurel.

Cette requalification de l'UE en adversaire a des effets directs sur la posture stratégique et diplomatique de Moscou sur le dossier ukrainien, et au-delà. En assignant aux dirigeants européens les étiquettes de russophobes, au côté de celle de soutiens au nazisme d'hier et d'aujourd'hui, Moscou exprime un jugement stratégique : les Européens n'ont pas d'agenda pour la paix, ils sont intéressés à continuer la guerre pour affaiblir la Russie à travers la guerre d'Ukraine. Moscou aurait préféré que Trump se charge du règlement du conflit, en imposant la solution dictée par le Kremlin aux Ukrainiens et aux Européens. Le retrait de Washington oblige la Russie à ne plus complètement fermer la porte au retour de l'UE dans la négociation sur l'Ukraine mais seulement si l'Europe accepte de jouer selon les règles russes. Ce qui explique le mauvais accueil réservé aux conseillers

1. « Attitudes Towards Belarus, China, India, Japan, the US, the EU, the UN, and NATO in May 2026 », Centre Levada, 11 juin 2026.

d'Emmanuel Macron en visite à Moscou au printemps 2026, ou la suggestion d'une candidature de l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder – réputé pour sa proximité avec les Russes – comme médiateur.

Au-delà de l'Ukraine, Moscou mène plusieurs combats acharnés contre l'influence de l'UE, en Europe même et dans l'espace post-soviétique, par ingérence directe ou usage de moyens hybrides, avec des succès variables selon les pays ciblés. Moscou cherche aussi à diviser les pays européens par le biais de la guerre informationnelle et du soutien qu'elle apporte aux forces nationalistes et euro-sceptiques, en espérant leur arrivée prochaine au pouvoir, notamment en France et en Allemagne.

Bribes d'espoir ?

Cette confrontation aura des séquelles, y compris après la fin de la guerre d'Ukraine. La méfiance mêlée au mépris ainsi que la volonté de contenir et refouler l'adversaire sont enracinées en Russie à l'égard de l'Europe, mais l'inverse est désormais aussi vrai. La relation UE/Russie en est, sans conteste, à son plus bas niveau historique, sur tous les plans. Les liens économiques se sont effondrés : selon Eurostat, les importations européennes en provenance de Russie ont chuté de 90 % entre 2022 et 2025, et les exportations vers Moscou de 61 %, en dépit du contournement des sanctions. La part russe dans les importations énergétiques de l'UE est passée de 29 % au premier trimestre 2021 à 3,6 % au premier trimestre 2026, et devrait encore se contracter avec l'arrêt prévu des livraisons de gaz naturel liquéfié russe début 2027.

Quelques petites lueurs subsistent pourtant du côté de la société : 33 % des Russes de 18 à 24 ans avaient encore en juin 2026 une vision positive de l'UE (contre 12 % chez les plus de 55 ans). Les demandes russes de visas Schengen restent soutenues : plus de 620 000 délivrés en 2025, soit une hausse de 10,2 % par rapport à 2024. La récente vague d'émigration russe en Europe peut également contribuer quelque peu au maintien de liens qui s'érodent. Ce sont là de rares gisements où se cachent peut-être les germes d'une normalisation de long terme, qui pourrait être souhaitée par les dirigeants post-Poutine qui auront à gérer un lourd héritage : difficultés économiques, retard technologique, archaïsation sociale, dépendance excessive de la Chine...

T. K.-J.

Pour en savoir plus

- T. Bordachev, « What Makes Europe the Enemy of the World », Conseil russe des affaires internationales (RSMD), 27 novembre 2025.
- T. Gomart (dir.), « Europe-Russie : évaluation des rapports de force », *Études de l'Ifri*, Ifri, novembre 2025.
- S. Karaganov, « Europe: A Bitter Parting », *Russia in Global Affairs*, vol. 23, n° 4, octobre/décembre 2025.